

Quelle économie pour sauver l'homme et le vivant ? Bernard PERRET.

Bernard PERRET, ingénieur et socio-économiste, s'interroge aujourd'hui sur les raisons de la dominante capitaliste et tente de trouver une façon d'en sortir. L'objet du système économique est d'organiser la société pour répondre aux besoins, cependant cette marchandisation nous mène à la monétarisation de la vie sociale, à la privatisation, à la concurrence, à la dérégulation du marché du travail, et surtout, à l'épuisement des ressources naturelles.

Dès lors, les discours économistes et techniciens avancent que l'innovation technique, le progrès et l'investissement dans de nouveaux domaines, comme les énergies renouvelables, vont permettre d'atteindre une croissance verte, à savoir une croissance compatible avec la diminution de l'émission de gaz à effet de serre. Cependant les chiffres parlent d'eux-mêmes : cela ne fonctionne pas. En effet l'intensité énergétique de la France a diminué de seulement 21% de 1990 à 2012. Il faudrait multiplier par quatre ce rythme de découplage pour atteindre les objectifs fixés lors de la Conférence de Paris sur le Climat, ce qui est impossible.

Qui plus est, il y a épuisement de la croissance économique avec une dynamique de besoins sociaux contrecarrant ce processus de monétarisation : le service à la personne ne génère pas de productivité, les besoins pour vivre correctement dans ce système augmentent plus rapidement que les revenus monétaires, puis nous sommes de plus en plus dépendants de la biodiversité, de la qualité de l'eau et de l'air... tant de biens qui ne génèrent pas de profits.

Il nous faut donc trouver une autre rationalité, une qui soit compatible avec la finitude des ressources et nos besoins sociaux. C'est pourquoi Bernard PERRET avance la notion de démarchandisation qui représente l'ensemble des tendances qui recréent de la gratuité, du collectif, de la coopération à la place d'un univers purement individualiste et concurrentiel.

D'ailleurs, cela se fait déjà au sein de l'économie de marché où se développent des organisations hybrides, ayant un pied dans le marché, un en-dehors. C'est le cas de l'Économie Sociale et Solidaire. Cela représente environ 10% de l'emploi. Ces organisations produisent des biens marchands et sociaux avec des ressources en partie non monétaires comme des subventions et du bénévolat.

Se développe également une économie de la fonctionnalité avec la mutualisation et la vente de services. Par exemple, grâce aux collectivités nous pouvons louer des vélos et des voitures en ville.

Et enfin, une économie collaborative avec des initiatives telles que Uber, Wikipédia ou les Fab Labs, montrant une volonté d'être acteur dans la réponse à ses propres besoins. Ainsi, chacun est amené à s'impliquer et à collaborer, ce qui sort du rapport purement marchand.

Finalement, en quoi pourrait consister une politique de démarchandisation ? Actuellement toutes les politiques sont fondées sur l'idée que pour aller vers plus de bien-être, il faut plus de pouvoir d'achat. Personne n'essaye de réduire l'augmentation des besoins, de permettre aux gens de vivre mieux avec moins. Personne n'envisage de passer d'une économie d'achats à une économie de réparation et d'échanges en imposant des normes techniques sur la production des ordinateurs et téléphones portables pour que l'on produise des biens réparables avec une durée de vie

supérieure. Il nous faut donc trouver des modes d'organisation plus résilients réduisant nos besoins monétaires.

Discussion :

Tourner la page sur le travail salarié ?

Il faut imaginer que le travail va évoluer, qu'il ne sera plus à la chaîne, qu'il y aura une réduction de temps de travail salarié pour que l'on ait davantage de temps à accorder aux activités bénévoles dans des organisations coopératives comme des ateliers de réparation, que l'on puisse devenir des consommateurs collaboratifs, animateurs d'associations et produire des services publics gratuits.

Comment la démarchandisation peut-elle être bénéfique pour l'Etat ?

Un obstacle de la démarchandisation serait la diminution des recettes fiscales. Toutefois, cela ne serait pas problématique si le service public se transformait pour s'appuyer davantage sur les associations et la participation citoyenne. Cela existe déjà au niveau de la sécurité, par exemple aux Etats-Unis où la police est suppléée par les habitants pour surveiller certains quartiers. C'est le cas également à Paris grâce à l'application « Dans ma Rue » permettant d'alerter la municipalité de la dégradation d'équipements publics.

Faudrait-il créer une monnaie complémentaire pour financer les services publics ?

Une monnaie complémentaire est une monnaie créée ex nihilo par l'Etat ou une entité publique pour financer le service public et sur laquelle il ne peut y avoir ni spéculation, ni profit. Cela pourrait en effet faire partie de la démarchandisation car c'est une monétarisation, certes, mais orientée vers le développement d'un certain type d'échanges et de services locaux. Il est donc envisageable de payer les fonctionnaires en partie sous forme de monnaie complémentaire.

Force de l'échange marchand ? Faiblesse ?

Bernard PERRET explique, dans une approche anthropologique, que le processus de marchandisation s'est fait dans la nécessité de contrôler la violence sociale. En effet, l'économie fut un moyen efficace de canaliser cette violence latente en encourageant la concurrence à travers l'argent, faisant baisser la violence physique. Dans une société démarchandisée, il faut apprendre à vivre ensemble pacifiquement sur d'autres bases que la compétition et la domination en donnant plus d'importance à l'empathie et à la collaboration.

L'argent permet l'autonomie et la liberté, si on le retire, on dépend des liens sociaux de sa communauté... Jusqu'où la démarchandisation ?

Il n'est pas pensable de renoncer totalement à cette liberté que donne l'argent, c'est pourquoi il faut mettre en avant l'idée d'hybridation en envisageant des fonctionnements complexes où l'on trouve de la liberté dans la coopération en entrant librement dans un lien qui comporte sa part de dépendance sans toutefois renoncer totalement à sa liberté.

Tous interdépendants... décroissance insoluble ?

On ne peut pas faire une révolution dans un seul pays, comme on ne peut pas du jour au lendemain rompre complètement nos échanges avec les pays voisins. Mais s'il on

prend en compte un certain élément de mimétisme, il se pourrait que, si la France montre l'exemple grâce à un projet collectif fondé sur des valeurs et commence à afficher une envie d'aller dans la direction de la démarchandisation, il y ait un effet de contagion en Europe, puis dans le monde.

Risques d'appauvrissement de la population et d'amplification des inégalités dans ce jeu de partage ?

La démarchandisation présuppose une conception plus égalitaire de la vie sociale et des mesures de redistribution de ressources. Des mesures drastiques seraient donc mises en place pour limiter le creusement des inégalités par le haut. Ça ne peut s'inscrire que dans une nouvelle culture, nouveau récit, sans inégalités, tout le monde devrait y être embarqué.

Revisiter les grands récits ?

Peut-être faudrait-il revisiter les grands récits passés pour mobiliser et rassembler les gens pour une même cause, par exemple les valeurs du Christianisme comme l'espoir, le partage ou encore la lutte contre la pauvreté valent peut-être le coup que l'on s'y intéresse, en y apportant un regard et une analyse nouvelle et en les intégrant à cette nouvelle rationalité.

Bernard PERRET traite plus en détails le sujet de la démarchandisation dans les deux ouvrages suivants : *Pour une Raison Ecologique*, (2011, Flammarion) ; et *Au-delà du marché, les Nouvelles Voies de la Démarchandisation*, (2015, Les Petits Matins, Institut Veblen).